

*Questions orales*

## LA SYRIE—LE RÔLE AU LIBAN—LA DÉCLARATION DU MINISTRE

**M. Harvie Andre (Calgary-Centre):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre et concerne aussi les affaires extérieures. Mercredi et jeudi derniers, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures était à Damas, en Syrie. Il a donné à ce moment-là une interview au cours de laquelle il a dit certaines choses étonnantes à propos de la Syrie et de son rôle au Liban. Il aurait notamment déclaré:

La Syrie, comme le Canada, veut que le Liban soit souverain et indépendant.

Le gouvernement pense-t-il que c'est à cause de cela que la Syrie et 5,000 soldats soviétiques occupent la Bekaa dans l'est du Liban? Pense-t-il que la Syrie joue un rôle utile dans l'est du Liban et que ses troupes occupent la région parce qu'elle veut que le Liban soit souverain et indépendant?

**L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)):** Madame le Président, à mon avis, quand on les interprète correctement, les observations faites en Syrie la semaine dernière par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures concordent avec l'attitude adoptée par le gouvernement du Canada et les conclusions tirées par le député ne sont pas justifiées.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Andre:** Madame le Président, je serai heureux de transmettre au ministre les déclarations faites par son collègue.

## L'ORGANISATION POUR LA LIBÉRATION DE LA PALESTINE

**M. Harvie Andre (Calgary-Centre):** Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre parce qu'elle a trait à la politique gouvernementale. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait aussi déclaré que le Canada avait autorisé une prise de contact officielle avec l'OLP et que celui-ci avait un rôle à jouer dans les négociations pour la paix. Le premier ministre veut-il bien dire à la Chambre quand le Canada a reconnu officiellement l'OLP, et aussi de quelle faction de l'OLP il s'agit; est-ce celle qu'appuie la Syrie ou celle que dirige Arafat? Le premier ministre voudrait-il bien nous dire s'il estime que l'OLP a un rôle à jouer dans les discussions relatives à la souveraineté et à l'indépendance du Liban?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, la question du député se fonde sur une hypothèse fautive. Il demande quand le Canada a reconnu l'OLP. Je peux lui répondre que nous ne l'avons pas reconnu.

[Français]

## LA PROCHAINE CONFÉRENCE DES PAYS DU COMMONWEALTH EN INDE—ON DEMANDE SI LE CANADA PRÉSENTERA DES PROPOSITIONS VISANT À LA STABILITÉ POLITIQUE DE LA GRENADÉ

**M. Louis Duclos (Montmorency-Orléans):** Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. À titre de membre du Commonwealth, le Canada entretient des relations privilégiées avec la Grenade et les autres pays des Caraïbes qui participent à l'intervention militaire américaine dans ce pays.

Étant donné l'appartenance commune au Commonwealth, le très honorable premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si le Canada, probablement de concert avec la Grande-Bretagne, a l'intention de profiter de la prochaine conférence des pays du Commonwealth, qui aura lieu en Inde le mois prochain, et à laquelle le très honorable premier ministre participera, pour présenter à ses partenaires des propositions visant à ramener la stabilité politique à la Grenade?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, il est certain que nous parlerons de la situation à la Grenade lors de la prochaine réunion du Commonwealth. Je crois avoir déjà indiqué que nous en avons parlé d'ailleurs à la dernière réunion du Commonwealth, savoir au sommet de Melbourne, en 1981, et que nous en avons parlé également au sommet régional tenu à Sainte-Lucie, au début de 1983. Il est donc certain que nous en parlerons encore en novembre.

[Traduction]

**Mme le Président:** La parole est au député de Saint-Jean-Ouest.

**M. Crosbie:** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans qui était ici il y a un instant. Il est comme le mouron rouge. Je suppose qu'il est quelque part derrière les tentures. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vais attendre qu'il soit de retour.

\* \* \*

## L'EMPLOI

## LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ AUX PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOIS POUR LES JEUNES

**M. Gerry St. Germain (Mission-Port Moody):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministre sait fort bien que la création d'emplois à long terme passe par la prospérité du secteur privé. Or, on rapporte qu'au cours de la fin de semaine, le ministre aurait affirmé qu'il doute que l'entreprise privée veuille collaborer avec le gouvernement pour embaucher de jeunes Canadiens. De l'avis du ministre, que faut-il faire pour favoriser la reprise du secteur privé afin que ce dernier puisse participer aux programmes d'embauche de jeunes Canadiens? Comment le ministre entend-il inciter l'entreprise privée à créer de l'emploi à long terme?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Je n'ai pas dit cela, madame le Président. J'ai plutôt dit que les programmes de formation et de qualification industriels avaient suscité moins d'enthousiasme que nous l'avions espéré. La raison est que certains employeurs hésitent à embaucher des jeunes ou des stagiaires compte tenu des coûts inévitables, en dépit du fait que le gouvernement fédéral verse une subvention importante. À mesure que la reprise se manifesterait et s'affirmerait, je suis persuadé que d'ici un an, les employeurs privés voudront davantage profiter des possibilités offertes par ces programmes. J'espère ainsi pouvoir surmonter les difficultés que nous avons éprouvées l'an dernier.